



Académie des sciences d'outre-mer

Les recensions de l'Académie ¹

Environnement et développement à Madagascar : du plan d'action environnemental à la mise en valeur touristique des ressources naturelles / Bruno Sarrasin
éd. Karthala, 2013
cote : 58.838

Malgré l'intérêt du bilan exhaustif dressé dans son ouvrage de 260 pages fortement référencé par 100 pages d'annexes et de bibliographie, Bruno Sarrasin aborde la même thématique sous différents angles pour conclure sur la faillite d'un programme, appelé le Plan d'action environnemental (PAE), imposé par les bailleurs de fonds. L'auteur interprète comme causes de l'échec, une mauvaise évaluation de la situation initiale, un manque total de concertation avec la population locale, l'utilisation préférentielle d'experts étrangers et la versatilité du système politique au niveau national.

Dans les trente premières pages de cet ouvrage, l'auteur nous dresse la politique des institutions internationales (et en particulier de la Banque mondiale) en termes de support au développement économique ainsi que leur évolution entre les années 1980 et 2010, avec progressivement une prise en compte de l'environnement. Or Bruno Sarrasin met évidence que cette politique n'a pas été véritablement mise en œuvre sur le terrain.

L'auteur observe que les cinq groupes d'acteurs concernés par le PAE, le groupe des bailleurs de fonds, les scientifiques de la conservation, le gouvernement malgache, l'administration publique et la population rurale, l'environnement est défini différemment. La population rurale est caractérisée par des niveaux de pauvreté et de natalité élevés et par des pratiques agricoles coutumières qui se révèlent irrationnelles, une des causes principales de la dégradation du point de vue politique. Il semblerait qu'aucun effort n'ait été fait pour mieux analyser les causes de l'échec et proposer un contrôle ou des solutions alternatives.

Selon Bruno Sarrasin, l'apport de plus de 140 milliards de dollars de prêts entre les années 1985 et 2009 par la Banque mondiale à Madagascar n'a eu que peu d'effets sur la situation sociale des populations et sur le respect de l'environnement. Il constate que les fonds ont souvent servi des intérêts politiques et un développement du système administratif et que les projets sur le terrain n'ont pas donné de résultats concrets, en raison d'une analyse de la situation initiale peu réaliste et du manque de suivi des décisions dans les réalisations au niveau central et local.

Alain Jeudy de Grissac

